

CENTRE QUÉBÉCOIS DE FORMATION EN FISCALITÉ - CQFF INC.

Société privée de formation en fiscalité

Bref communiqué fiscal sur le budget fédéral du 10 décembre 2001

Quelques mesures fiscales à retenir...

- Les apprentis mécaniciens pourront enfin déduire une partie du coût de leurs outils...
- Les PME pourront reporter d'au moins 6 mois le versement de certains acomptes d'impôt...
- La prolongation de l'aide fiscale rattachée aux dons de valeurs mobilières à des organismes de bienfaisance est confirmée à nouveau...
- De nouveaux droits à payer pour les passagers du transport aérien...

Introduction

Il nous fait plaisir de vous soumettre un bref communiqué fiscal relatif au budget présenté par le ministre des Finances du Canada, Paul Martin.

Ce budget contenait très peu de mesures fiscales d'envergure. Le ministre des Finances a cependant réitéré son engagement à respecter intégralement son plan de réduction des impôts de 100 milliards de dollars sur 5 ans qu'il avait annoncé en 2000. Analysons brièvement certaines des mesures fiscales annoncées dans le présent budget.

1) Les apprentis mécaniciens et leurs outils

Les apprentis mécaniciens de véhicules pourront bénéficier d'une déduction fiscale à l'égard du coût des outils neufs achetés après 2001. Pour donner droit à cette déduction, les outils devront être achetés pendant que l'apprenti est inscrit auprès d'un organisme provincial ou territorial dans un programme menant

Adresse de correspondance

CQFF INC.
1490, Kirouac
Laval, Québec H7G 2S1
Tél.: (450) 973-FISC - 3472 Téléc.: (450) 663-7054
Internet: www.cqff.com

CQFF INC.
1100, boul. René-Lévesque Ouest 25^e étage
Montréal, Québec H3B 5C9
Téléphone: (514) 333-FISC - 3472
Télécopieur: (450) 663-7054

à l'obtention d'une attestation de mécanicien breveté dans la réparation des automobiles, des avions ou de tout autre véhicule automoteur.

Le montant de la déduction correspondra au coût total des outils neufs et accessoires achetés dans une année d'imposition moins le plus élevé des montants suivants: 1 000 \$ ou 5% du revenu de stage de l'apprenti pour l'année. La portion non déduite dans une année pourra être reportée à l'encontre du revenu d'emploi des années postérieures.

D'autres règles et conditions particulières s'appliqueront également, notamment lors de la revente des outils.

2) Report d'au moins 6 mois de certains acomptes pour les PME

Tout comme le gouvernement du Québec l'avait prévu dans son dernier budget, le gouvernement du Canada prévoit qu'il sera possible pour les PME admissibles de reporter d'au moins 6 mois le versement de certains acomptes au titre de l'impôt sur le revenu ainsi qu'au titre de l'impôt des grandes sociétés.

Les PME admissibles sont les sociétés dont le capital imposable utilisé au Canada l'année précédente (incluant celui des sociétés associées) ne dépasse pas 15 millions de dollars.

Ce sont les versements des acomptes provisionnels de janvier, février et mars 2002 qui pourront faire l'objet d'un report (N.B. Au Québec, il s'agissait des versements d'octobre, novembre et décembre 2001). Le report de ces versements sera d'un minimum de 6 mois selon la date de fin d'année d'imposition de la société. Comme les entreprises doivent effectuer leur versement final pour une année d'imposition donnée deux ou trois mois après la fin de l'année en question, une précision a été apportée. En effet, pour que toutes les PME admissibles puissent réellement jouir d'un report de 6 mois à l'égard de leurs acomptes de janvier, février et mars 2002, la date du versement final (appelée "date d'exigibilité du solde") sera reportée dans les cas où cette date surviendrait autrement avant le versement des acomptes différés. De plus, pour éviter des complexités administratives, les acomptes différés pourront, dans certains cas, n'être exigibles que lors du versement final d'impôt. Ainsi, dans certains cas, le report du versement de janvier pourra atteindre 8 mois. Un tableau assez complet accompagnant les documents budgétaires présente les diverses dates de versements applicables.

3) Formation des adultes et frais de scolarité

Les frais de scolarité pour les études primaires ou secondaires ne donnent pas droit au crédit d'impôt pour frais de scolarité. Cependant, certains adultes

Adresse de correspondance

CQFF INC.
1490, Kirouac
Laval, Québec H7G 2S1
Tél.: (450) 973-3472 Téléc.: (450) 663-7054
Internet: www.cqff.com

CQFF INC.
1100, boul. René-Lévesque Ouest 25^e étage
Montréal, Québec H3B 5C9
Téléphone: (514) 333-FISC - 3472
Télécopieur: (450) 663-7054

suivant une telle formation reçoivent une aide financière spéciale qui elle, est imposable.

Rétroactivement aux années 1997 et suivantes, l'aide financière spéciale reçue au titre des frais de scolarité (telle que celle fournie en vertu de la Partie II de la Loi sur l'assurance-emploi ou d'un programme provincial semblable) pourra faire l'objet d'une déduction dans le calcul du revenu imposable.

D'autre part, à compter de 2002, le crédit pour études sera désormais disponible pour les études postsecondaires d'étudiants ayant reçu une aide imposable pour de telles études en vertu de la Partie II de la Loi sur l'assurance-emploi (ou d'un programme provincial semblable) ou encore en vertu d'un autre programme mis sur pied par la Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines.

4) Des nouveaux droits à payer pour les passagers du transport aérien

Pour veiller à l'observation de nouvelles normes en matière de sécurité aérienne (à titre d'exemples, la présence de policiers armés en civil à bord des avions canadiens, des nouveaux systèmes de détection, etc.) les passagers devront à compter du 1^{er} avril 2002 payer de nouveaux droits, à savoir :

- | | |
|--|-------|
| • Voyage aller simple au Canada | 12 \$ |
| • Voyage aller-retour au Canada | 24 \$ |
| • Voyage vers une destination du territoire continental des États-Unis | 12 \$ |
| • Voyage à l'extérieur du Canada et du territoire continental des États-Unis | 24 \$ |

5) Dons de valeurs mobilières

En octobre 2001, le gouvernement avait déjà annoncé qu'il rendait permanente la mesure qui prévoit une aide fiscale spéciale au titre de dons de certaines valeurs mobilières à des organismes de bienfaisance publics. Le présent budget confirme à nouveau cette annonce.

6) Frais de repas et campements de travailleurs

Un assouplissement sera introduit à la législation fiscale afin de permettre aux employeurs de déduire à 100% (au lieu de 50%) les coûts des repas fournis à des employés logeant dans certains campements temporaires de travailleurs de la construction.

Adresse de correspondance

CQFF INC.
1490, Kirouac
Laval, Québec H7G 2S1
Tél.: (450) 973-3472 Téléc.: (450) 663-7054
Internet: www.cqff.com

CQFF INC.
1100, boul. René-Lévesque Ouest 25^e étage
Montréal, Québec H3B 5C9
Téléphone: (514) 333-FISC - 3472
Télécopieur: (450) 663-7054

En bref... En bref... En bref...

Crédit de TPS

Tel que déjà annoncé en septembre 2001, le paiement qu'un particulier admissible reçoit au titre du crédit de TPS pour un trimestre commençant après juin 2002 sera calculé de façon à tenir compte de sa situation familiale à la fin du trimestre précédent.

Énergie renouvelable

Le budget propose de bonifier encore une fois les investissements dans des projets d'énergie renouvelable et de conservation de l'énergie en augmentant la taille des projets admissibles à l'amortissement accéléré de la catégorie 43.1.

Transfert de terres à bois

Des règles ont été annoncées en vue de faciliter le transfert, sans incidence fiscale, de terres à bois commerciales entre générations lorsque les membres de la famille ont en main un plan d'aménagement forestier visé par règlement. Cette mesure s'applique aux transferts effectués après le 10 décembre 2001.

Avis

Ce résumé est conçu pour vous fournir une information générale sur certains aspects du budget fédéral du 10 décembre 2001. Il ne prétend pas être exhaustif et peut être divergent avec le texte final de loi après son adoption.

Vos conseillers et collaborateurs,

Centre québécois de formation en fiscalité – CQFF Inc.

Adresse de correspondance

CQFF INC.
1490, Kirouac
Laval, Québec H7G 2S1
Tél.: (450) 973-3472 Téléc.: (450) 663-7054
Internet: www.cqff.com

CQFF INC.
1100, boul. René-Lévesque Ouest 25^e étage
Montréal, Québec H3B 5C9
Téléphone: (514) 333-FISC - 3472
Télécopieur: (450) 663-7054